

BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N° 44 – 24 novembre 2022

En bref

Le Président colombien G. Petro a annoncé sur ses réseaux sociaux que la part des salariés travaillant plus de 60 heures par semaine en Colombie est la 2^{ème} plus importante des pays de l'OCDE.

Ces données proviennent d'une étude de l'OCDE de 2020. Ainsi, 14,2 % des travailleurs colombiens travaillent au moins 60 heures par semaine dans le pays. Cela place la Colombie juste derrière la Turquie, avec 15,1 % des travailleurs ayant des semaines de travail d'au moins 60 heures. La moyenne des pays de l'OCDE se situe quant à elle à 4,4 %. Une loi a toutefois été votée à ce sujet en 2021 en Colombie. Elle vise à réduire progressivement le nombre d'heures travaillées par semaine à 47 heures puis 42 heures, en maintenant les salaires à des niveaux constants.

LE CHIFFRE À RETENIR

2^{EME}

C'est le rang de la Colombie dans les pays de l'OCDE où le plus de travailleurs ont des semaines de 60 heures ou plus.



Zoom sur : La reprise des discussions entre le gouvernement de N. Maduro et l'opposition au Venezuela.

Le gouvernement de N. Maduro et l'opposition politique devraient reprendre le dialogue à Mexico les 25 et 26 novembre, selon le Président colombien G. Petro. Les discussions étaient à l'arrêt depuis octobre 2021, après l'extradition vers les Etats-Unis depuis le Cap Vert de l'homme d'affaires colombo-vénézuélien et proche de N. Maduro, Alex Saab. Ces discussions devraient permettre aux deux parties de s'accorder sur une date pour les élections présidentielles de 2024, qui compteraient sur la présence d'observateurs internationaux. La reprise du dialogue pourrait avoir des conséquences économiques importantes pour le Venezuela. Depuis plusieurs semaines, les Etats-Unis évoquent une possible réduction de leurs sanctions économiques envers le pays en cas d'échanges entre le gouvernement et l'opposition. L'OFAC (le bureau états-unien en charge de l'application des sanctions internationales dans le secteur financier) pourrait ainsi accorder une nouvelle licence d'exploitation pétrolière à l'entreprise pétrolière états-unienne Chevron. Des fonds vénézuéliens de 3 Mds USD pour l'heure bloqués à l'étranger pourraient aussi être versés au Venezuela via l'ONU, dans le cadre de projet d'infrastructures et de développement.



BOLIVIE

La Banque centrale Bolivienne (BCB) double la commission pour les retraits en USD, en raison de la baisse des réserves en devises.

La Banque centrale de Bolivie (BCB) a doublé la commission facturée aux entités d'intermédiation financière (EIF) pour le retrait de leurs devises en USD, la faisant passer de 0,1% à 0,2%. Selon certains experts, cette mesure a été prise pour décourager le retrait de devises étrangères, à la suite de la chute des devises étrangères dans les réserves internationales nettes (RIN) à 940 MUSD. Ils indiquent que le coût final risque d'être répercuté sur la population, et que la BCB cherche à ce que le secteur bancaire incite les épargnants disposant d'USD à les placer dans le système financier bolivien.

Le Ministère de l'Economie et des Finances Publiques présente le Budget Général de l'État (PGE) 2023.

Lors de la présentation du Budget Général de l'État bolivien 2023, le Ministre de l'Economie et des Finances Publiques, Marcelo Montenegro, a avancé des prévisions optimistes : croissance du PIB de 4,9 %, taux d'inflation à 3,6 %, et déficit budgétaire à -7,5 %. Le déficit est ainsi révisé à la baisse (-1 pt %). Autre prévision à retenir : la subvention aux carburants connaîtra une augmentation de plus de 60 % par rapport à l'année précédente, sans précision concernant

l'estimation du prix du pétrole utilisée. Cette revue des subventions à la hausse s'expliquerait, selon le gouvernement, par l'envolée du prix du pétrole cette année. Certains experts s'interrogent néanmoins quant au prix retenu en prévision. Enfin, Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos (YPFB), l'entreprise pétrolière publique bolivienne, concentrera 75 % des revenus grâce à l'exportation de gaz, la vente de dérivés de pétrole, la distribution de gaz naturel et la vente d'urée, entre autres.

COLOMBIE

Les importations augmentent de 40 % entre janvier et septembre.

Elles s'élèvent ainsi à 59,4 Mds USD, soit une hausse de 39,6 % par rapport à la même période en 2021. Les achats de produits manufacturés augmentent de 33 % et s'établissent à 43,9 Mds USD, notamment du fait des achats de machines et d'équipements de transports et de produits chimiques. Les importations de produits agricoles et alimentaires s'élèvent quant à elles à 8,6 Mds USD (+37 %) et celles de combustibles et de produits des industries extractives à 6,7 Mds USD (+107 %). ¼ des produits importés vient des Etats-Unis, suivis par la Chine, le Brésil, le Mexique et la France.

Le gouvernement présente les premiers points de la réforme des retraites.

Le projet devrait être débattu durant la première moitié de l'année 2023. Le nouveau système de retraites serait basé sur trois piliers : solidaire,



contributif et complémentaire. Le pilier solidaire consiste à fournir une retraite minimale d'½ salaire minimum à tous les retraités. Le pilier contributif s'adresse aux personnes gagnant jusqu'à quatre salaires minimums, qui verseront leurs cotisations au régime géré par *Colpensiones* (l'organe de gestion des retraites en Colombie). Enfin, le pilier complémentaire concerne les contribuables gagnant plus de quatre salaires minimums, qui auront le choix de cotiser leur excédent auprès de fonds privés. L'objectif de cette réforme est d'offrir une retraite au maximum de personnes, y/c celles qui sont aujourd'hui en dehors du système. Les fonds privés devraient capter moins de capitaux issus de l'accumulation par capitalisation.

Le gouvernement envisage de réactiver 35 projets pétroliers.

380 projets d'exploration et de production sont actuellement à l'arrêt selon la Ministre des Mines et de l'Énergie, Irene Vélez. L'objectif de cette potentielle réactivation serait de garantir la viabilité des blocs où des activités d'exploration et d'exploitation sont déjà entamées. Les hésitations du gouvernement sont notamment liées aux conséquences environnementales et sociales de ces exploitations. Parallèlement, certaines entreprises pétrolières envisagent déjà d'arrêter d'investir en Colombie, du fait de l'incertitude liée à la possibilité d'explorer et d'exploiter des hydrocarbures suite à la prise de fonction du nouveau gouvernement. Les effets de la réforme fiscale et la signature de l'Accord d'Escazu contribuent également à ces possibles désinvestissements. Pour rappel, l'industrie pétrolière reste centrale dans l'économie du

pays. En 2022, on estime qu'elle pourrait rapporter au gouvernement l'équivalent de trois fois ce que va rapporter la réforme fiscale, grâce à la hausse des prix de l'énergie.

La consommation des ménages se contracte au troisième trimestre.

Si le PIB de la Colombie reste élevé au T3 2022 (7%), la consommation des ménages diminue de 2,6% par rapport au T2 2022. C'est la troisième fois depuis 17 ans que cette consommation se contracte autant. L'inflation, à 11,4% en g.a. en septembre est une des causes de cette baisse de la consommation.

EQUATEUR

Les exportations équatoriennes augmentent de 28% entre janvier et septembre 2022.

Les exportations équatoriennes ont atteint 24,8 Mds USD entre janvier et septembre 2022, soit une augmentation de 28,1% en glissement annuel. Elles s'étaient établies à 19,4 Mds USD sur la même période de 2021. Les exportations agroindustrielles se portent particulièrement bien et des produits comme la crevette, le café et les produits de la pêche affichent une croissance de 54%, 68% et 15% respectivement. Les exportations des produits miniers se sont consolidées comme le 4^{ème} produit d'exportation (derrière la crevette, la banane et le pétrole), s'établissant à 2,1 Mds USD, en augmentation de 48% en g.a. La balance commerciale enregistre un excédent de 2,1 Mds USD sur la période.



Fichtner GMBH & Co sera en charge d'établir une feuille de route définissant la politique d'hydrogène vert.

La société internationale *Fichtner GMBH & Co* sera en charge, en liaison avec le Ministère de l'Énergie et des Mines et la BID (Banque Intéraméricaine de Développement), de mettre en place une étude permettant d'établir une feuille de route définissant la politique d'hydrogène vert de l'Équateur. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des engagements de l'Équateur en vue de réduire ses émissions de gaz à effet de serre et dans sa politique plus globale de développement des énergies renouvelables.

PEROU

L'investissement privé devrait stagner voire baisser en 2022.

Au troisième trimestre 2022, l'investissement privé avait déjà décliné de 0,8%, avec la réduction des investissements miniers et la détérioration de la confiance des entreprises. Les analystes s'attendent à ce que la chute soit identique voire plus prononcée au T4. Selon la Banque centrale, cette baisse s'explique par la contraction réelle des investissements miniers (-12,5%), tandis que les investissements des autres secteurs ont enregistré une hausse de 0,8%. Les deux segments ont néanmoins connu une progression positive au cours des deux premiers trimestres. Dans son dernier rapport d'inflation, la BCR prévoit ainsi une stagnation de l'investissement privé cette année,

parallèlement à une variation négative de -3,7% dans le secteur minier, et une légère croissance de 0,5% dans l'ensemble des autres secteurs. D'autres entités comme Scotiabank (-1,6%) ou BBVA Research (-1,1%) prévoient une baisse de l'investissement privé sur l'année 2022.

Sécurité alimentaire : le Pérou recule de 10 ans dans l'Indice de la faim dans le monde (GHI).

Bien que le Pérou soit toujours classé 38^{ème} sur 121 pays dans l'Indice de la Faim dans le Monde (GHI), son score montre une régression sur dix ans, avec un score de 17,7, similaire à celui enregistré en 2012. Cet indice s'étend de 0 à 50; 0 est une situation sans faim, 50 est le contexte de faim le plus grave. La situation est particulièrement critique dans sept régions du Pérou, dont le score est supérieur à 20 et classées dans la catégorie « grave » (indice 20 à 35): Apurímac, Huancavelica, Ayacucho, Loreto, Huánuco, Puno et Ucayali. Ces régions profiteraient moins des agro-exportations, et n'auraient pas une aussi bonne production agroindustrielle, ni un potentiel minier favorable, dont bénéficient les régions relativement bien notées. Selon la fondation Ayuda en Accion, le résultat du GHI 2022 indique que les apports caloriques, la malnutrition chronique et aiguë, ainsi que la mortalité infantile des moins de cinq ans se sont aggravés au Pérou.



SURINAME

Le projet de port en eaux-profondes de Nickerie a été lancé.

Le gouvernement du Suriname a autorisé la construction d'un port en eaux-profondes à Nickerie, après que *Phoenix Development Company* et la société de gestion des ports du Suriname, *N.V. Havenbehee* se sont alliés pour ce faire. Le port devrait permettre de renforcer la connexion entre le Suriname, le Guyana, le Brésil et les Caraïbes et fera a priori partie d'une zone économique sur la côte nord-ouest du pays. Il est prévu qu'il voie le jour en 2025. Le port est situé proche de découvertes de pétrole et de gaz.

VENEZUELA

Le bolivar s'est déprécié de 16 % face à l'USD sur le dernier mois.

Selon le taux de la Banque centrale vénézuélienne, le bolivar s'est déprécié de 16 % entre mi-octobre et mi-novembre face à l'USD. Sur l'ensemble de l'année 2022, cette dépréciation s'élève à 54 %.

La Banque centrale augmente le coût du retrait en espèces des devises étrangères.

La Banque centrale du Venezuela (BCV) a fixé la commission pour le retrait de devises

étrangères entre 3,0 % et 3,8 % du montant de la transaction. Cette décision a pour objectif de favoriser l'usage du bolivar au lieu des devises étrangères. Le 21 novembre, la différence entre le dollar parallèle et le dollar officiel était de 17 %, 100 USD sur le marché officiel équivalaient à seulement 85 USD sur le marché noir.

Le Venezuela autorise une société privée à exporter du gaz naturel vers la Colombie pour la première fois de l'histoire.

Selon Bloomberg, un accord signé en juillet dernier autorise pendant 30 ans *Prodata Energy*, une société basée à Caracas, à livrer 25 millions de pieds cubes de gaz par jour à la Colombie via le distributeur colombien *Energy Transitions SAS ESP*. Des démarches sont encore en cours : *Prodata* doit effectuer des réparations sur le gazoduc qui relie les deux pays, signer des contrats supplémentaires avec PDVSA, l'entreprise pétrolière publique du Venezuela, et recevoir l'approbation finale des régulateurs colombiens. Selon les sources, les premières livraisons de gaz devraient avoir lieu d'ici la fin de 2023. L'accord vise à aider le Venezuela à diversifier ses exportations d'énergie, qui constituent le fondement de son économie. Il devrait aussi permettre de renforcer l'approvisionnement en gaz naturel en Colombie, où la production de ce combustible pourrait diminuer.



La Chambre vénézuélienne de la construction (CVC) propose un plan de 10,3 Mds USD pour les secteurs de l'électricité, de l'eau, de la santé et des transports.

Concernant le secteur électrique, la CVC a indiqué que les défaillances des infrastructures concernaient 47% de la production hydroélectrique et 86% de la production thermoélectrique du système électrique national (SEN). La chambre propose ainsi un investissement d'environ 2,8 Mds USD sur deux ans. Il serait orienté principalement vers la production thermoélectrique, avec la réhabilitation et réparation de différentes centrales et usines hydroélectriques, ainsi que des parcs éoliens de Paraguaná et La Guajira. Cela devrait permettre de produire 8 700 MW d'énergie thermoélectrique, 5 260 MW d'énergie hydroélectrique et 50 MW d'énergie éolienne. Sur le secteur de l'eau, l'investissement s'élève à 0,9 Md USD et concerne la réhabilitation, l'entretien et le contrôle des principales infrastructures d'eau et d'assainissement. Pour la santé, la réhabilitation de 34 hôpitaux nécessite un investissement de 39 MUSD sur deux ans. Enfin, les investissements dans les transports s'élèvent à 6 Mds USD et ont pour objectif de réhabiliter les systèmes de transports publics et les autoroutes.

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2022) :

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)	
	2022 p	2022 p.	2021	2022 p.	2022 p.	2022 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en g.a. en octobre
BOLIVIE	11,96	43,4	6,1	3,8	-1,4	82,6	118	+1	2,9
COLOMBIE	51,61	342,9	10,7	7,6	-5,1	61,1	88	0	12,2
EQUATEUR	18,01	115,5	4,2	2,9	2,4	58,9	95	+4	4,0
GUYANA	0,792	14,8	23,8	57,8	43,5	22,8	108	+1	6,5 (septembre)
PEROU	34,17	239,3	13,6	2,7	-3,0	34,8	84	+1	8,3
SURINAME	0,617	3,0	-3,5	1,3	-2,0	134,0	99	-7	41,9 (septembre)
VENEZUELA	26,92	82,1	0,5	6,0	4,0	n.a	120	-2	173
ARGENTINE	46,30	630,7	10,4	4,0	-0,3	76	47	0	88,0
BRESIL	213,9	1 894,7	4,6	2,8	-1,5	88,2	87	-1	6,5
CHILI	19,92	310,9	11,7	2,0	-6,7	36,2	42	+1	12,8
MEXIQUE	130,1	1 424,5	4,8	2,1	-1,2	56,8	86	+2	8,4

Source : données FMI (WEO, octobre 2022), PNUD, Banques centrales des pays concernés, OFV pour le Venezuela.

* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international